

REDACTION : ROUBAIX, rue de la Concordie, 7, près la place du Calvaire (N° 65)
TOURCOING, rue Verly, 53 (Téléphone 1878)
Siège administratif : Rue de Béthune, 27, à Lille (Téléphone 97)
PRIX DES ABONNEMENTS : Roubaix-Tourcoing : Trois mois : 4 fr. 50. - Un an : 16 fr. Nord et départements limitrophes Trois mois : 3 francs. - Un an : 10 francs

PRIX DES ANNONCES : ANNONCES : 0 fr. 25 la ligne RECLAMES : 0 fr. 20 FAITS DIVERS : 0 fr. 75 LOCALES : 1 fr.
Les annonces seront reçues aux bureaux du Journal à Paris, dans nos bureaux 80, rue Talbot.
TÉLÉPHONE A ROUBAIX : N° 051 | A TOURCOING : N° 1878 A LILLE : N° 97

LE ROUBAIX-TOURCOING Journal Republicain Quotidien

LE CRIME de la RUE BASSE

Par Jean LORFÈVRE
Ce roman intéressera nos lecteurs. L'accent est mis sur la captivité, et chacun se rappellera au moins de la jeune Juliette Germain, cette martyre de deux policiers voulant jouir de l'héritage de plusieurs millions que l'hermine finit par posséder.

Le Crime de la Rue Basse est à lire par tous et commencera le 15 MARS

CHEZ LES ANCIÈTRES

Dans les rudes batailles de la vie publique, il nous arrive parfois d'éprouver des doutes, de passagers découragements ; notre idéal se voile ; il nous paraît moins lumineux et moins sûr ; les clameurs des factions, les tumultes des discussions, les oris de la foule nous troublent et nous font hésiter.
En ce cas, nous, qui demeurons sans force contre ces surprises et ces dangers ; les craintes d'avoir fait fausse route, et nous les voyons revenir sur leurs pas, abandonner la lutte, et même, après avoir été de courageux défricheurs, assurer que tout est fini et qu'il convient de se reposer.

C'est la révolution française. Revenons nous vers elle en nos instants de défiance ; demandons-lui des conseils, des enseignements, du courage, et nous verrons notre angoisse se dissiper aussitôt. Elle est la page immortelle que nous lirons toujours avec fruit, et nous pourrions défilé toutes les haïnes et toutes les attaques, si nous nous appuyons fortement sur ses principes.

Un mari tue sa belle-sœur, blesse grièvement sa femme et se tue ensuite
Paris, 6 mars.

Un fils tue sa mère et se suicide à la suite d'une discussion pour une question d'intérêt
Antibes, 6 mars.

GRAVE INCIDENT ANGLAIS-ALLEMAND Une Adresse de Guillaume II

L'empereur d'Allemagne a tenté, par une lettre au ministre de la Marine Anglaise de faire pression sur l'Angleterre au bénéfice de la politique navale Allemande. — La nouvelle a produit une sensation énorme au pays du roi Edouard où on attend impatiemment les explications que le ministre anglais doit fournir au Parlement. — On prévoit des complications

Guillaume II et lord Tweedmouth
Le collaborateur militaire du Times publie le malin l'information suivante :
J'ai appris que S. M. l'empereur d'Allemagne avait récemment envoyé une lettre privée au lord Tweedmouth, ministre de la marine, au sujet de la politique navale anglaise et allemande, et que sa mission consistait à lui faire entendre que l'Allemagne ne saurait pas accepter une telle politique, et qu'elle ne saurait pas accepter une telle politique, et qu'elle ne saurait pas accepter une telle politique.

Commentaires désoignés pour l'Allemagne
Le Times fait suivre cette information, qui confirme, des commentaires suivants :
La lettre de notre collaborateur militaire, que nous publions aujourd'hui, provoquera chez les habitants de ce pays des sentiments de pénible tristesse et de déception. L'empereur Guillaume II ne croit pas que l'empereur Guillaume II soit un homme qui se laisse influencer dans ses décisions par une lettre privée, et qu'il ne croit pas que l'empereur Guillaume II soit un homme qui se laisse influencer dans ses décisions par une lettre privée.

Démenti officiel Allemand, Guillaume II prévenu de l'incident
Berlin, 6 mars.
Les milieux officiels ignorent l'existence d'une lettre de l'empereur au premier lord de la marine anglaise. Toutefois, dit-on, si une lettre a été écrite, elle n'a pas le sens que lui donne le Times.

Les espions de Marseille JUGES A HUIS-CLOS
Toulon, 6 mars.
Devant le tribunal correctionnel se sont ouverts ce matin les débats sur les affaires d'espionnage qui se sont déroulées de juillet en septembre 1907, à Marseille, Toulon et aux Salins-d'Hyères.

L'émotion en Angleterre
On demande la publication de la correspondance
Londres, 6 mars.
L'information du 'Times' cause ici une sensation énorme.

L'ASSASSIN DU PÈRE VANILLE SOUVERAINEMENT EST CERTAIN et l'on est sur sa piste

Paris, 6 mars.
L'homme brun signalé par M. Gerson et l'homme aux poches japonaises sont-ils le même personnage ? Cette question est loin d'être résolue et de ne sera que plus tard. En attendant, on a pu constater que l'individu qui loge à l'hôtel de Grand-Prieur n'est pas le nommé Aristide Henneguin.

Les présomptions contre Henneguin
Dès le 2 de ce mois, d'ailleurs, c'est-à-dire trois jours après l'assassinat — les soupçons de la police s'étaient portés sur ce personnage qui avait été plusieurs reprises, chez la victime, au moment du crime. Elle savait que, depuis un certain temps, il était sans aucune ressource et disposé à se procurer par n'importe quel moyen les objets divers, les annuaires, en même temps, le propos suivant, et consignait cette grave déclaration par procès-verbal.

Inculpé d'homicide volontaire
Les charges relevées contre Henneguin par le juge d'instruction de la Seine, M. Gerson, sont les suivantes :
1. L'assassinat du père Vanille, le 2 mars 1907, à Paris, dans le cabinet de M. Gerson, le directeur du cabinet d'affaires de la rue du Havre.

Adoption des deux premiers articles
L'article 1er supprime les quatre contributions. M. Armand proclame contre cette proposition.

Après une violente altercation entre M. Berteaux et M. Mendel, chef-adjoint du Président du Conseil, M. Mendel a été renvoyé de la Chambre.

Violent incident
M. Astier a été énergiquement défendu d'avoir fait cette dénonciation et, recherchant l'origine du bruit qui lui avait été répété, il avait entendu dire que c'était M. Mendel qui lui avait prêté ce rôle.

L'esprit d'acier et d'aujourd'hui
Ergo, tout doit être une possession et non une possession de nos idées et de nos croyances, nous perdons même la vie avec lui, pourvu qu'on en parle.

CHAMBRE

M. Brisson président.
M. Roussel monte à la tribune pour déplorer son interpellation sur la suite donnée aux interpellations relatives de la Cour des Comptes relatives au non-remboursement d'avaux faits au sujet de la mission Blaneau.
M. Roussel rappelle que le 10 mai 1907, il a déposé les frais de la mission Blaneau. Il demande le remboursement de ces frais, et demande à ce sujet des explications de la part de la commission d'enquête sur la mission Blaneau.

Vote de l'ordre du jour par et simple
Le président donne lecture de l'ordre du jour déposé par M. Roussel et invite la Chambre à voter sur l'ordre du jour. L'ordre du jour est adopté par 480 voix contre 40.

L'impôt sur le Revenu
On reprend la discussion de l'impôt sur le revenu.

Adoption des deux premiers articles
L'article 1er supprime les quatre contributions. M. Armand proclame contre cette proposition.

Violent incident
M. Astier a été énergiquement défendu d'avoir fait cette dénonciation et, recherchant l'origine du bruit qui lui avait été répété, il avait entendu dire que c'était M. Mendel qui lui avait prêté ce rôle.

L'esprit d'acier et d'aujourd'hui
Ergo, tout doit être une possession et non une possession de nos idées et de nos croyances, nous perdons même la vie avec lui, pourvu qu'on en parle.